

# RAPPORT RAPID INITIAL ASSESSMENT

(RIA\_Alerte ehtools\_5553)

Villages: Vuyinga, Vuhaya, Kambemba, Vutumbe,  
Makisa-Malumu, Senga-Biena, Matembo, Vuranda.

AIRES DE SANTE : Vuyinga, Vutumbe

Zone de santé de Musienene

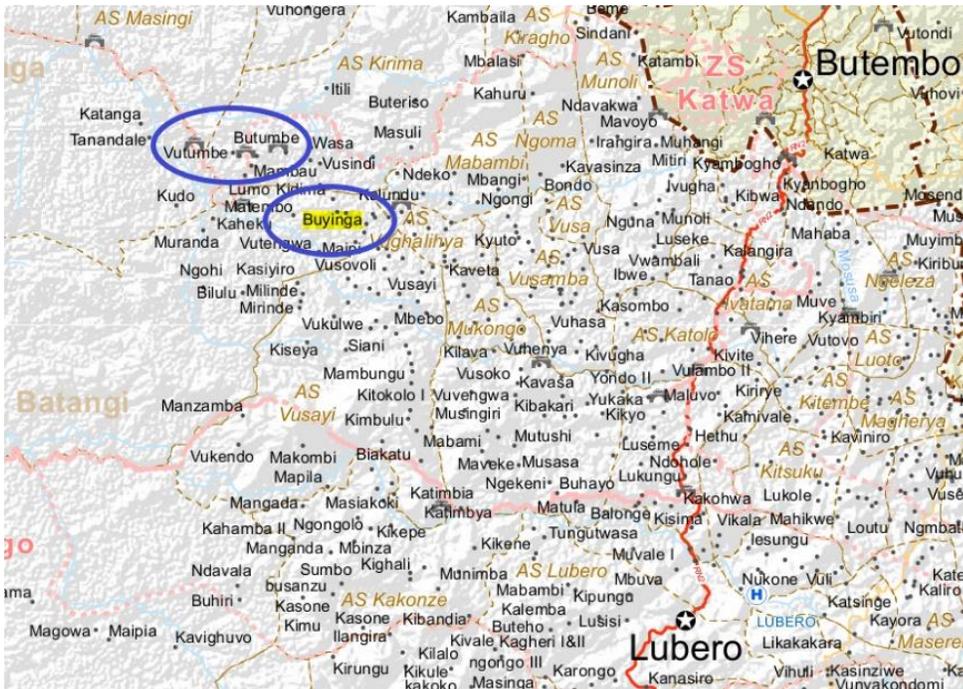
Territoire de Lubero

Province du Nord-Kivu

Du 24 au 28 novembre 2024

DATE : 29//11//2024

## CONTEXTE



Les affrontements armés dans la localité de Mabambi en groupement de Muhola en novembre 2024 ainsi que les attaques en juin-juillet 2024 sur l'axe Katanga-Byena-Nziapanda-Mangurejipa en chefferie/secteur des Baswagha et Bapere ont occasionné un mouvement des populations vers l'aire de santé de Vuyinga dans

la zone de santé de Musienene en groupements de Bulengya et Luongo, chefferie des Baswagha dans le territoire de Lubero. Par ailleurs, les aires de santé de Vuyinga et Vutumbe accueillent depuis septembre-octobre 2024 des ménages retournés. Au regard de ces mouvements, HEKS EPER a documenté une alerte qui a été publiée par OCHA le 21 novembre 2024. Afin de mettre à la disposition des données pour orienter l'action des acteurs humanitaires, HEKS EPER a conduit une Rapid Initial Assessment (RIA ou évaluation rapide initiale) dans les villages de Vuyinga, Vuhaya, Vutumbe, Makisa-Malumu, Senga-Biena, Matembo et Vuranda dans les aires de santé de Vuyinga et Vutumbe dans la zone de santé de Musienene, groupements de Bulengya et Luongo en chefferie des Baswagha, territoire de Lubero. Cette évaluation vise à identifier rapidement les besoins des ménages affectés par les déplacements et mener une étude de marché.

Pour plus d'informations, merci de contacter :

-VALERIE VAN ZUTPHEN, Coordinatrice des programmes

Courriel : [valerie.vanzutphen@heks-eper.org](mailto:valerie.vanzutphen@heks-eper.org).

-SIRINA AFOH, Coordinatrice Terrain HEKS/EPER Nord-Kivu

Courriel : [sirina.afoh@heks-eper.org](mailto:sirina.afoh@heks-eper.org); Tél : +243808350829 ; +243821636966

- BABOU GNANAASSY Guel, Rapid Response Program Manager

Courriel : [babou-gnanaassy.guel@heks-eper.org](mailto:babou-gnanaassy.guel@heks-eper.org); Tél : +243812939526 ; +243849927634

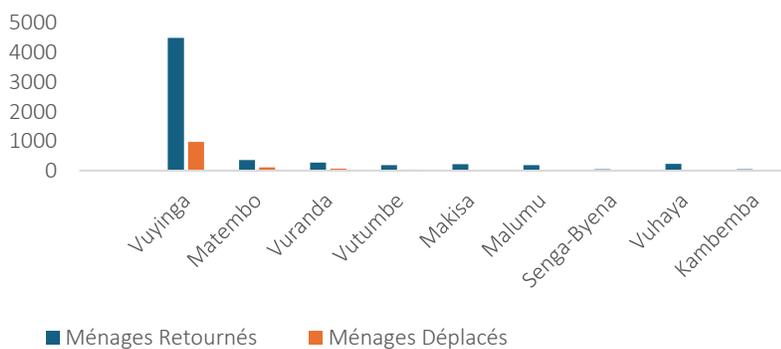
## I. METHODOLOGIE

Pour conduire cette RIA, l'équipe d'évaluation s'est servi de 3 techniques de collecte de données notamment :

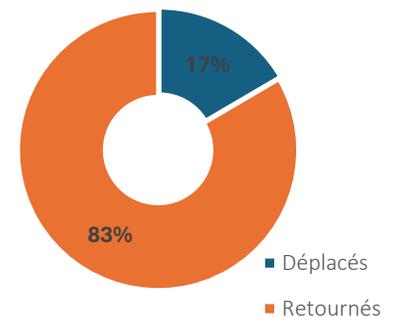
- L'organisation de 7 groupes de discussion communautaire désagrégés par statut (déplacés, communautés hôtes et groupes uniquement de femmes). 95 personnes dont 53 femmes ont participé à ces groupes de discussion.
- Entretiens avec 15 informateurs clés dont 4 autorités locales, 2 personnels de santé, 1 responsable de l'éducation, 2 membres de la société civile et jeunesse, 2 personnels religieux, 2 responsables des associations locales, 1 responsable mouvement de population et 1 membre de comité d'eau.
- Observation libre des infrastructures communautaires de base dont 24 écoles, 2 formations sanitaires et 21 points d'eau. Une observation faite également dans des ménages des déplacés et des retournés.

## I. DEMOGRAPHIE

Statut des Ménages selon les villages



% Ménages selon le statut



*Les villages évalués hébergent environ 7 254 ménages (soit 43 524 personnes). 83% des ménages soit 6 053 ménages sont des retournés contre 1 201 ménages déplacés, soit 17%. Le retour estimé à ce jour à 89% est dû à l'amélioration de la situation sécuritaire. Les 1 201 ménages déplacés sont arrivés dans 2 grandes vagues dont la récente en date du 14 novembre 2024 en provenance de Mabambi, Kalungu, Kasasi, Kaembe, Ngongi, Vighoma et Vusuti dans la zone de santé de Musienene fuyant les affrontements. La précédente vague des déplacés est arrivée en juin-juillet 2024 en provenance de Katanda, Masingi, Mayba, Mangurejipa, Nziapanda, Maikenge, Kambau, Kili, Ombole, Robinet, Midede, etc. dans les zones de Biena et Mangurejipa en chefferie/secteur de Baswagha et Bapere en territoire de Lubero à la suite d'attaques.*

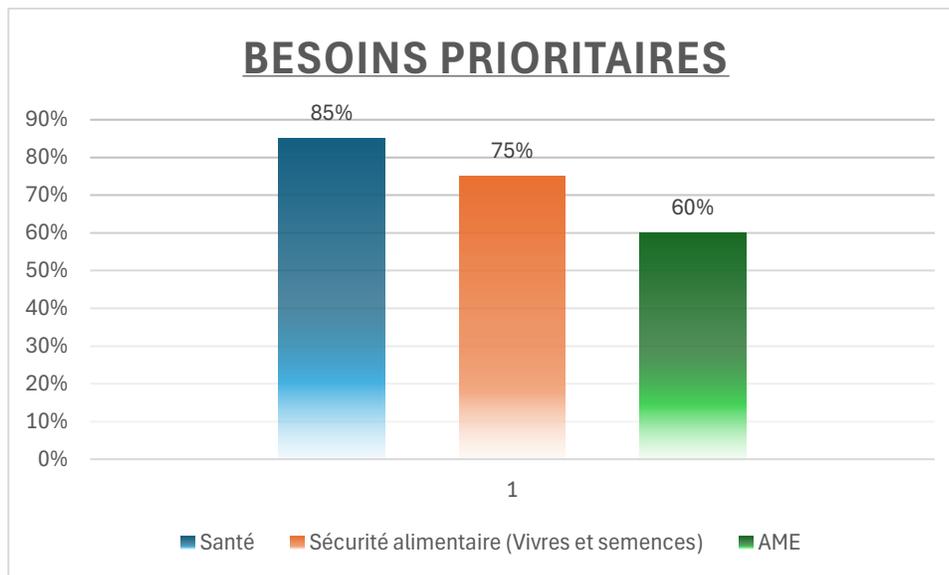
## II. BESOINS HUMANITAIRES ET VULNERABILITES

Les ménages déplacés comme retournés expriment des besoins multisectoriels. On note une vulnérabilité accrue pour les ménages déplacés. Les ressources de ménages retournés ont diminué sensiblement et/ou se sont épuisées avec la prise en charge des déplacés et l'accès limité aux champs sur l'axe Katanda-Mangurejipa où 70% de ménages cultivent. En outre, les villages sur l'axe Vuhaya-Vutembe-Makisa avaient été pillés lors de la crise.

Aucun acteur humanitaire n'intervient dans la zone pour couvrir les besoins des déplacés et retournés en dehors de CBCA Asbl avec un paquet réduit à travers son projet de relance agricole dans la zone.

Les besoins prioritaires ressortis dans les groupes de discussion, l'entretien avec les informateurs clés contactés et l'observation sont : Santé, Sécurité alimentaire (Nourriture et Semences), AME et EHA. D'autres besoins sont identifiés en Education, Logistique (réhabilitation de routes), ...

### Top 3 des besoins des populations affectées



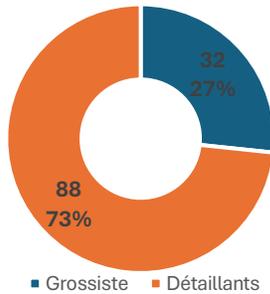
Certaines catégories des populations ont des besoins spécifiques :

- Les jeunes filles ayant accouché précocement (moins de 18 ans) ont besoin d'un appui pour apprendre un métier ;
- A Vuyinga, des enfants sont non scolarisés faute de places dans les écoles ;
- Les personnes en situation de handicap physique ont un besoin de béquilles
- Les femmes et filles en âge de procréer ont un besoin de kits d'hygiène.

### III. INFRASTRUCTURES CLES

#### 1. Marché

Type commerçants Vuyinga



Deux marchés sont opérationnels dans la zone évaluée dont un marché important à Buyinga et un marché secondaire à Vutumbe. Ils se tiennent respectivement jeudi et mardi. Les commerçants sont capables d'absorber du Cash et répondre aux besoins de bénéficiaires en cas d'une forte demande. Les commerçants de Buyinga sont les mêmes qui fréquentent le marché de Vutumbe. Les vivres et non-vivres sont disponibles en quantité moyenne.

Evolution des prix sur le marché entre Mai et Novembre 2024

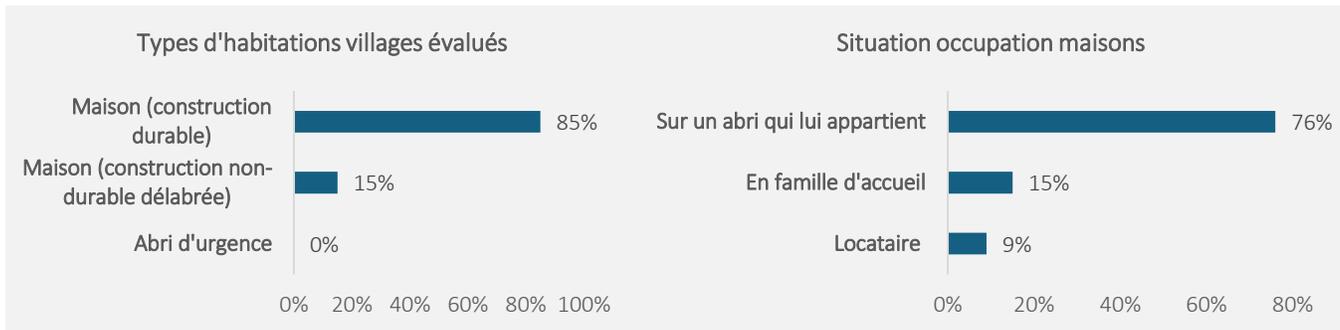


*En dehors du prix du haricot qui a connu une baisse de 15% entre mai 2024 et novembre 2024, les autres produits ont augmenté. Le Kg de manioc est passé de 800 Francs congolais à 1000 Francs soit une augmentation de 25%. Le litre d'huile de palme a connu une augmentation de 58% passant de 1900 Francs à 3000 Francs congolais. Le régime de banane plantain qui se vendait à 1500 Francs congolais en mai 2024, se négocie de nos jours à 2000 Francs congolais. L'accès physique difficile durant la saison de pluie limite l'approvisionnement de marchandise en camion.*

L'accès physique est difficile durant la saison de pluie, ce qui limite l'approvisionnement des marchandises par les camions.

Une dizaine d'opérateurs de mobile money sont opérationnels à Buyinga avec une capacité moyenne de 500 à 1000 dollars de transaction financière. Seulement deux ont une capacité financière de 5000 dollars.

## 2. Abris



En moyenne, 85% des maisons sont construites en matériaux durables contre 15% de maisons délabrées. 76% des ménages vivent dans leurs propres maisons contre 15% qui sont dans des familles d'accueil et 9% en location. Les ménages déplacés vivent en familles d'accueil et dans les maisons à location. Ils vivent dans une promiscuité dans 1 à 2 chambrettes pour une moyenne de 7 personnes par ménage. Ceux qui sont en location n'arrivent pas à payer le loyer mensuel.

## 3. Santé

Deux formations sanitaires dont le centre de santé de référence Buyinga et le centre santé de Vutumbe desservent les populations des villages en soins de santé dans les villages évalués. 87% de ménages sont situées à moins d'1 heure de marche d'un centre de santé. Selon les participants aux groupes de discussion et les informations clés contactés, **la majorité de ménages (au moins 85%) n'ont pas de moyens financiers pour payer les soins**. Par conséquent, la fréquentation des services de santé est faible avec moins de 10 consultations journalières au centre de santé de référence de Buyinga.

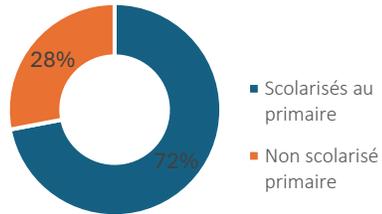
Les malades recourent à l'automédication et ne s'orientent au centre santé qu'en cas de maladie grave ce qui entraîne l'augmentation des cas de décès dans les villages évalués. 5 décès enregistrés les 2 dernières semaines dans l'aire de santé de Vutumbe. Le village de Buyinga enregistre une moyenne d'au moins 1 décès par jour selon les participants aux groupes de discussion et les informateurs clés dont le président du comité santé. 4 décès enregistrés les 2 derniers semaines dans le village de Matembo dont 3 décès à domicile et 1 décès en cours de route. 4 cas d'accouchement en cours de route dont un enfant décédé.

Les maladies les plus courantes sont : le paludisme, les infections respiratoires aiguës (IRA) et la diarrhée. Moins de 35% des ménages dorment sous une moustiquaire.

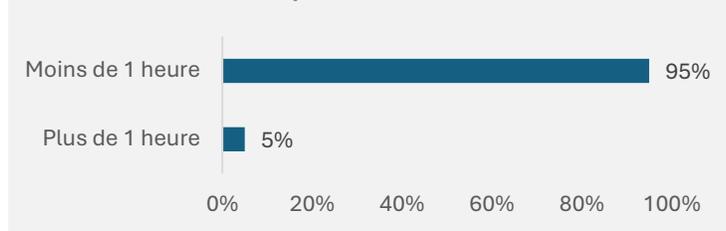
Les 2 formations sanitaires manquent de médicaments suffisants et d'intrants nutritionnels. Le centre de santé de Vutumbe n'a pas non plus de matériels suffisants et de moyens de transport pour le transfert des malades au centre de santé de référence de Buyinga

## 4. Education

Taux de scolarisation à Buyinga



Durée pour atteindre école



24 écoles dont 15 écoles primaires, 8 écoles secondaires et 1 école maternelle sont fonctionnelles dans les villages évalués. Les écoles sont situées en général à moins de 1 heure de marche à pied. Dans 67% écoles primaires visitées la gratuité est effective. 22% des enfants scolarisés sont des écoles où la gratuité n'est pas effective. Au secondaire, chaque élève doit payer une moyenne de 35 dollars par trimestre.

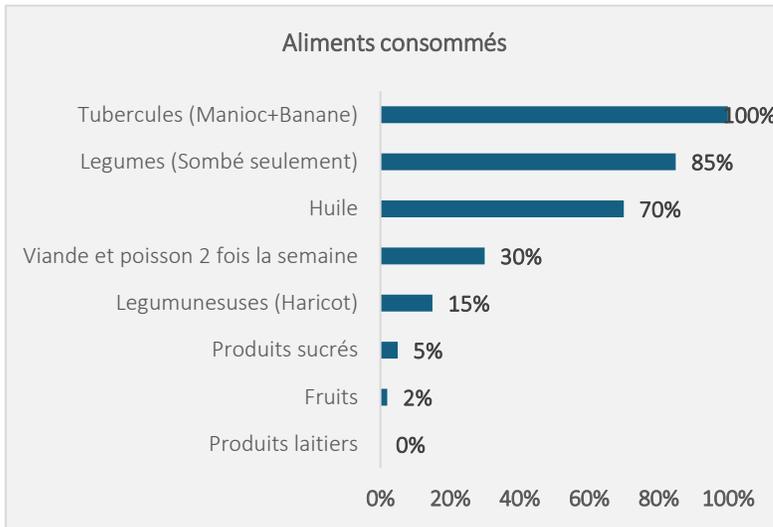
28% des enfants en âge scolaire (6 à 12 ans) ne sont pas scolarisés au primaire à Vuyinga faute de places dans les écoles concernés par la gratuité. Les enfants déplacés scolarisés manquent aussi des kits scolaires, des uniformes et des souliers.

Les principaux problèmes qui limitent l'accès à l'éducation dans la zone sont le manque de moyens pour payer l'école et les fournitures, l'insuffisance des salles de classes et des écoles mal équipées. L'école de Buyinga qui devrait abriter un centre d'Examen d'Etat au courant de cette année scolaire 2024-2025 manque aussi des pupitres suffisants. La majorité des écoles n'ont pas non plus des installations sanitaires suffisantes ni de points d'eau.

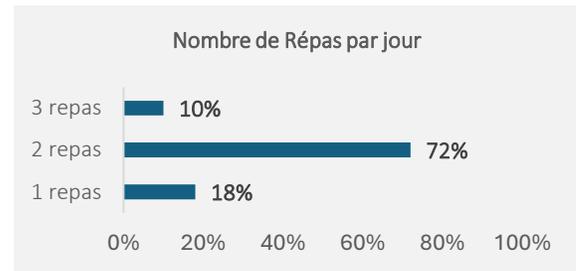
Certaines écoles sont mal construites ou inachevées. Dans les 24 écoles évaluées avec un total de 206 salles de classe, il y a besoin de construction de 76 salles de classe et la réhabilitation/finalisation de 80 salles de classe.

Une assistance en éducation est recommandée dans la zone notamment la construction/réhabilitation de salles de classes, équiper les écoles en pupitres et distribution de kits scolaires/Cluster Education.

#### IV. SECURITE ALIMENTAIRE ET MOYENS DE SUBSISTANCE

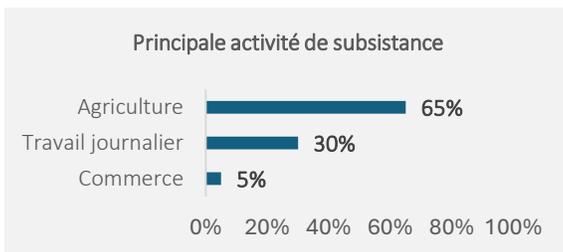


La plupart de ménages déplacés comme retournés ont un score de consommation alimentaire faible ; 85% de ménages consomment habituellement le fofou de manioc et le sombé.



Toutefois, la majorité de ménages retournés mangent 2 fois par jour contre 1 seul repas par jour pour les déplacés. La faim est modérée dans la zone.

L'agriculture est la principale activité de subsistance dans la zone. La majorité de ménages retournés ont comme

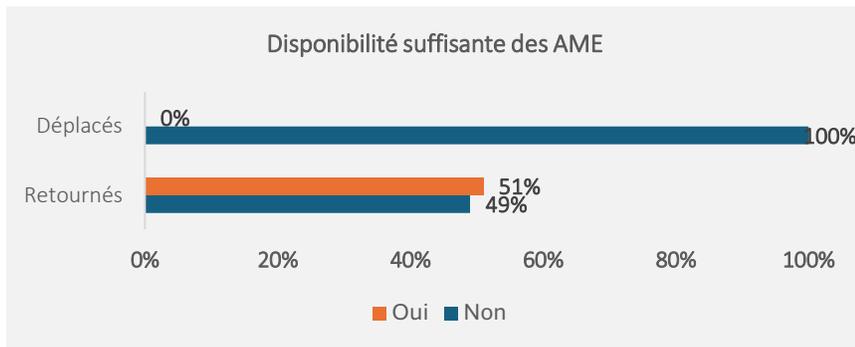


source d'acquisition de nourriture la production personnelle et le travail contre la nourriture et les dons de familles d'accueil pour les déplacés. 40% de ménages retournés ont un stock de manioc d'au moins 1 mois.

Les vivres (manioc, haricot, riz, maïs) sont disponibles en quantité moyenne dans les villages évalués. 70% de ménages retournés qui cultivaient sur l'axe Katanga-Mangurejipa ont accès limité à leurs champs vu le contexte sécuritaire. Cela impacte aussi sur l'économie locale. La production de manioc est en baisse car cette plante attaquée par la mosaïque de manioc et la variété locale n'est plus productive. 80% des ménages consomment des aliments moins préférés. La majorité de ménages déplacés et retournés ont épuisé leur épargne lors de déplacements.

Une assistance en sécurité alimentaire (Nourriture et Semences) est recommandée dans la zone.

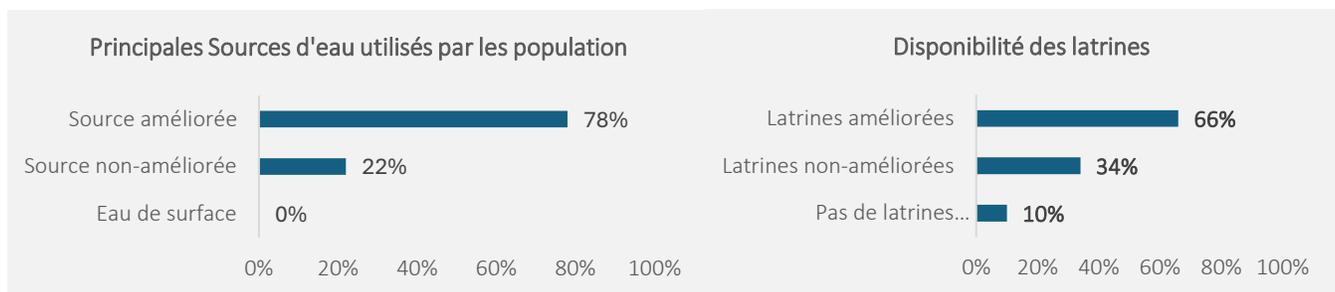
## V. ARTICLES MENAGERS ESSENTIELS



100% de ménages déplacés et 49% de ménages retournés n'ont pas d'articles ménagers suffisants. Les articles abandonnés par les ménages sur l'axe Vuhaya-Vutumbe-Makisa et Matembo lors des déplacements ont été pillés ou incendiés dans les maisons.

A Vutembe, la majorité de retournés et déplacés dorment sur les feuilles de bananiers faute de matelas. A Senga-Biena et Mutembo, les ménages utilisent les articles ménagers vieillissés et certains cuisinent de façon rotative. Selon les participants aux groupes de discussion et les informateurs clés, les articles ménagers essentiels nécessaires sont : kits de couchage (couverture + matelas), casseroles et bidon. Une distribution des kits AME est recommandée dans la zone.

## VI. EAU, HYGIENE, ASSAINISSEMENT :



78% des ménages utilisent des points d'eau améliorés hormis dans les villages de Matembo, Vuranda et Vuhaya où la plupart de ménages utilisent des sources non aménagées. En général, la majorité des ménages ont accès à l'eau pour boire, cuisiner et pour l'hygiène personnelle. Néanmoins, une insuffisance d'eau est observée dans le village de VUYINGA suite aux pannes sur le réseau d'eau. De façon générale, l'insuffisance des points d'eau/robinets, la présence des sources non aménagées, les points d'eau éloignés et à des pentes accidentées (Vutumbe, Matembo et Vuhaya).

La quasi-totalité de ménages déplacés comme des retournés n'ont pas de dispositifs de lavage de mains et rares sont les ménages qui ont une barre de savon.

90% des ménages dans les villages évalués ont des latrines hormis les villages de Vuhaya, Vutumbe, Matembo et Vuranda où un peu moins de la moitié de ménages font la défécation à l'air libre dans des fosses sans superstructures.

Une intervention EHA est recommandée dans la zone notamment par la réhabilitation de l'adduction et l'augmentation des points d'eau à VUYINGA et un paquet EHA complet dans les autres villages.

## VII. REDEVABILITE

L'assistance en Cash est la modalité d'assistance préférée par au moins 90% ménages. Les populations ont comme besoin en information : où recevoir l'assistance et quels sont les critères pour en recevoir, les responsabilités du personnel humanitaire et les sources de fonds humanitaires.

Les mécanismes de gestion de plaintes et de rétroaction préférés les communautés les appels téléphoniques gratuits, les comités de plaintes et les boîtes aux plaintes.

## VIII. ACCESSIBILITE

**Accessibilité physique** : Les villages évalués sont accessibles par la route Musienene-Muhangi-Buyinga-Makisa. Le tronçon routier Musienene-Muhangi long de 37 Km est en bon état hormis quelques points non chargés de sables. Le tronçon routier Muhangi-Vuhinga long de 11 Km est accessible difficilement durant la saison de pluie. Il en est de même pour le tronçon Buyinga-Vutembe-Makisa-Biene long de 18 Km. Le tronçon Buyinga-Matembo long de 6 Km est en état de délabrement très avancé. Le village de Vuranda n'est accessible que par moto à partir de Matembo.

**Accessibilité sécuritaire** : La situation sécuritaire est relativement calme dans les villages évalués. La zone est sous contrôle des FARDC et des groupes armés d'autodéfense. Les risques d'affrontements persistent plutôt dans l'aire de santé voisine de Mabambi où les FARDC renforcés dans la zone se sont affrontés il y a quelques semaines à un groupe armé non-étatique. L'acceptance de l'assistance humanitaire s'est améliorée néanmoins l'analyse de risque reste importante pour éviter des surprises.

## IX. ACTIVITES TRANSVERSES

**Sensibilisation** : Face aux rumeurs dans les communautés sur l'assistance humanitaire impactant négativement sur l'acceptance humanitaire dans la zone, l'équipe d'évaluation HEKS/EPER a sensibilisé 187 leaders locaux dont 84 femmes sur les principes régissant l'action humanitaire, les responsabilités du personnel humanitaire et les sources de financements pour dissiper les craintes liées à la réception de l'aide. Cette activité doit être permanente durant les activités.

**Protection** : La zone connaît moins d'incident de protection. Le cas de violation de droit à la propriété par le paiement de taxe illégale mensuelle par adulte exigé est plus rapporté sur l'axe Vuhaha-Vutembe-Makisa. Des cas d'extorsions et présomption de viol sur femmes sont signalés.

Le non-enregistrement des enfants à l'état civil ou le retard de délivrance des actes de naissance des enfants enregistrés est aussi un problème qui inquiète les parents.

### Risques soulevés en cas d'une distribution d'urgence dans la zone

Type de risque	Mesures de mitigation des risques
<p>Mauvaise interprétation et diabolisation de la prise de photos des chefs de ménages lors de l'activité d'enregistrement.</p> <p>Effectivement, dans les zones où l'acceptation humanitaire reste limitée et où les rumeurs sont rapidement prises en compte par les populations, certaines personnes pourraient exploiter ces dernières en les incitant à vendre leurs terres sans qu'elles en aient pleinement conscience, ou bien en utilisant leurs photos de manière abusive.</p> <p>Cela pourrait occasionner un soulèvement et des menaces contre les acteurs humanitaires qui voudront intervenir.</p> <p>Dans un groupe de discussion de 14 retournés en date du 27 octobre, 13 sur 14 participants n'ont pas été d'accord avec la prise de photo individuelle lors d'un éventuel ciblage.</p>	<p>Renforcer les sensibilisations de masse dans les quartiers en présence des leaders au bureau/Acteur sur l'importance de la prise de photos, le caractère confidentiel des données et souligner le fait que la prise de photos se fait sur la base du consentement de la personne.</p> <p>Annuler en dernier ressort la prise de photo individuelle dans le questionnaire si possible/Acteur.</p>
<p>Rumeurs concernant l'assistance humanitaire : certaines personnes croient que derrière l'aide humanitaire se cachent des objectifs dissimulés, et que les organisations humanitaires seraient responsables de l'insécurité en finançant des groupes armés.</p> <p>En 2019-2020, une distribution du PAM avait été attaquée par des jeunes. Pour limiter les dégâts et protéger les humanitaires, deux jeunes avaient été tués et un autre blessé par balle par des éléments des FARDC et de la PNC. Plus récemment, il y a moins de deux mois, une équipe de</p>	<p>Organiser des réunions communautaires avec les autorités locales et les représentants de toutes les couches sociales de la population dans toutes les phases de l'intervention et sensibiliser l'assistance à délivrer, les critères de ciblage. Aussi, faut-il insister sur les principes qui guident l'action humanitaire.</p> <p>Recourir à la main d'œuvre locale lors de certaines activités en lien avec les interventions. Cela renforce la confiance dans la communauté et dissipe les rumeurs</p>

<p>CARITAS, en visite pour évaluer un projet sur l'axe Katanga-Kitebya, a été menacée en cours de route. Des arbres ont été abattus pour bloquer leur véhicule. L'équipe a ensuite été escortée jusqu'aux autorités par les jeunes en colère, bien qu'elle ait également été accompagnée d'un policier dans son véhicule.</p>	<p>sur les interventions humanitaires dans la zone.</p> <p>Elargir les sensibilisations dans la zone sur l'assistance humanitaire et la consolidation de la paix et y orienter des actions de développement à l'exemple des sensibilisations HEKS sur l'axe Butembo_Musienene_Lubero/HEKS/EPER Dev. Et autres.</p>
<p>Mécontentements/tensions communautaires voir soulèvements sporadiques si certains ménages ne sont pas pris en compte lors des enquêtes de ciblage. La zone est mixte (retournés et déplacés). Tous les ménages/communautés hôtes s'étaient également déplacés et sont donc entièrement retournés.</p>	<p>Sensibiliser les leaders sur les critères de ciblage</p> <p>Organiser les enquêtes de ciblage ménage par ménage pour établir les vulnérabilités</p>
<p>Certains responsables de ménages déplacés ne possèdent pas de carte d'électeur. Selon les participants aux groupes de discussion, plusieurs déplacés l'ont perdue lors de leur fuite ou elles ont été brûlée dans leurs maisons, dans leurs villages d'origine.</p>	<p>Prendre en compte d'autres documents et/ou délivrer aux chefs de ménages sans carte un jeton spécial lors du ciblage.</p> <p>Vérification par le comité de gestion des plaintes</p>
<p>Méfiance de certains ménages face à l'assistance étant donné que la zone n'est pas trop habituée aux assistances humanitaires. Certains villages comme Vutumbe n'ont jamais bénéficié d'assistance humanitaire individuelle/par ménage.</p>	<p>Sensibilisation, courtoisie et bon comportement en général des agents pour attirer confiance</p>
<p>Présence renforcée des éléments FARDC à VUYINGA. Certains éléments incontrôlés pourraient se livrer aux tracasseries et vols ; quelques cas isolés sont signalés dans les quartiers périphériques dont 2 cas de cambriolage au courant de la nuit du 27 au 28 novembre 2024.</p>	<p>Sensibiliser les officiers militaires et tous les services de sécurité sur l'assistance humanitaire et leur implication dans la sécurité de bénéficiaires</p>

<p>Quoique ne contrôlant pas VUYINGA, les responsables d'un groupe armé qui contrôle l'aire de santé voisine de Mabambi et qui s'affronte aux FARDC devraient être informés par les autorités locales en cas d'intervention pour limiter les risques de leurs mécontentements pour non-considération.</p>	<p>Renforcer la communication auprès des autorités compétentes afin d'informer les responsables de ce groupe.</p>
<p>Le village de Muhangi (avant d'atteindre Vuyinga) a été inclus dans l'alerte publiée par l'OCHA, mais n'a pas été mentionné dans celle partagée par HEKS/EPER. Cette absence d'intervention pourrait entraîner des tensions entre les populations et les autorités locales, notamment avec le chef de groupement de Bulengya, certains leaders l'accusant d'avoir entravé l'arrivée des humanitaires dans leur zone. Les populations pourraient mal interpréter le fait de ne pas bénéficier d'aide, contrairement à Buyinga.</p>	<p>Sensibiliser les autorités sur le positionnement des ONG en fonction des alertes publiées.</p>